

Sahara Occidental dernière colonie d'Afrique

Pour briser le silence en faveur du peuple sahraoui en deuil pour que nul ne puisse dire «je ne savais pas».

Le 8 novembre 2010, l'armée marocaine démantèle «le camp de la fierté et de la dignité» de Gdeim Izik et lance une chasse à l'homme dans les rues d'El Aaiun, capitale du Sahara Occidental occupé.



Rappel historique : le Sahara Occidental, dernière colonie d'Afrique.

Les tribus sahraouies du Sahara Occidental n'ont jamais eu de liens d'allégeance avec le Sultan du Maroc. Le Rio de Oro, colonie espagnole, située entre le Maroc et la Mauritanie, est inscrite depuis les années 1960 dans les listes 1963 de l'ONU comme territoire non-autonome à décoloniser. Le 10 mai 1973 création du Front Polisario. En novembre 1975, l'Espagne se retire, le Maroc l'envahit et une guerre s'ensuit avec le Front Polisario, représentant du peuple sahraoui. Une partie du Peuple Sahraoui s'enfuit dans le désert sous les bombardements de l'armée et de l'aviation marocaines. Ils y sont toujours, à Tindouf, dans des camps de réfugiés sous la responsabilité du Haut Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU et administrés par le gouvernement de la République Arabe Sahraouie Démocratique en exil (RASD), proclamée le 27 février 1976 et reconnue par 83 pays. La RASD est membre de l'Union Africaine depuis 1982. En 1991, un cessez-le-feu est signé contre la libération de centaines de prisonniers et disparus et l'organisation d'un référendum d'Autodétermination sous l'égide de l'ONU. La MINURSO, Mission des Nations Unies pour l'Organisation d'un Référendum au S.O. est mise en place mais sans la protection des Droits de l'Homme dans son mandat. Elle surveille le cessez-le-feu. Depuis, le peuple sahraoui attend la réalisation de cette promesse par la communauté internationale. **De facto le Sahara Occidental est devenu «une province du sud marocain», occupé militairement par le Maroc qui exploite illégalement ses richesses naturelles et bafoue tous les droits fondamentaux des Sahraouis.** En mai 2005, une Intifada, «révolte aux mains nues», pacifique commence pour exiger l'organisation du Référendum. Depuis 5 ans, des dizaines de civils sont régulièrement tabassés, des dizaines de procès illégaux ont lieu et une cinquantaine de prisonniers politiques sont condamnés ou attendent leur procès. 15 jeunes ont disparu à Boujdour le 25 décembre 2005.

Début octobre, 20 000 hommes, femmes et enfants quittent leurs villes en signe de protestation contre les conditions de vie qui leur sont faites par l'occupant marocain et installent un campement dans le désert, à 20 km de El Aaiun, capitale des territoires occupés.

Lundi 8 novembre, au petit matin, l'armée marocaine donne l'assaut à ce camp de 8 000 tentes et le démantèle violemment. Une chasse à l'homme s'ensuit dans les rues d'El Aaiun. Bilan provisoire pour les Sahraouis : des morts et des centaines de blessés et de disparus.

Mon mari, Ennaâma Asfari, juriste, arrivé en France en 1999 pour poursuivre ses études, **militant sahraoui pacifique des Droits de l'Homme** est co-président du CORELSO (Comité pour le Respect des Libertés et des Droits Humains au Sahara Occidental), fondé à Paris en novembre 2005. **Observateur à tous les procès des prisonniers politiques**, il est arrêté, tabassé, jugé et emprisonné en 2007, 2008 et 2009. A ce titre, il était présent dans le camp de Gdeim Izik pour donner de la visibilité à cet acte exceptionnel de résistance.



Il est enlevé le dimanche 7 novembre à 20h20, en prélude à l'opération du démantèlement du camp. Tabassé, il est emmené, inanimé, dans un lieu inconnu. Après 5 jours d'angoisse, nous apprenons de source anonyme, qu'avec d'autres, il aurait été emmené à Rabat-Salé pour être déféré, lui civil, devant

un tribunal militaire. Il serait incarcéré à la prison Zaki dans une annexe réservée aux terroristes, sous la responsabilité des Renseignements. Le Maroc nie l'avoir entre les mains, sa famille et moi-même comme celles des autres enlevés, n'avons aucune information officielle. Je suis en attente d'une réponse de l'Ambassade de France qui garantisse mon droit de visite à Ennaâma.

Aucune image, aucune info dans les médias télévisés français - très peu dans les journaux. Les journalistes étrangers sont interdits, sauf ceux du *Monde* et du *Figaro*. Un député français, Jean-Paul Lecoq, voulant s'y rendre a été expulsé dimanche 7 novembre. Puis c'est le tour de tous les députés, eurodéputés, journalistes et médecins qui ont tenté de s'y rendre. Il ne faut pas de témoins !

Le 16 novembre, l'ONU annonce son refus d'enquêter sur les violences au S.O. sous la pression de la France, membre permanent du Conseil de Sécurité. Le 25 novembre le Parlement Européen vote une importante résolution pour le peuple Sahraoui

Devant cette situation de blocage politique, le rôle de la société civile auprès de nos élus, de notre gouvernement et de l'ONU est primordial pour **demander Vérité et Justice afin que le Peuple Sahraoui vive en Nation libre, dans sa Patrie, sur sa Terre conquise par le sang** en cette année du 50^e anniversaire des indépendances.

Photos Tony JEAN.

Ivry sur Seine, 26 novembre 2010.

Claude Marguerite MANGIN-ASFARI

- signons et faisons signer la pétition www.cyberacteurs.org/actions/index.php et l'appel de Manu CHAO: <http://www.manuchao.net/news/sahara-urgent-fr/index.php>
- visitons le site <http://www.totasprod.com/petition-sahraouis/> pour trouver toute l'actualité
- visionnons http://www.youtube.com/watch?v=Fw6525HQ5RI&feature=player_embedded#!
<http://www.youtube.com/watch?v=9qOVRDtYMgc>
- regardons les photos du camp : <http://www.flickr.com/photos/55172880@N03/sets/>